

« Mouvements anti-mondialisation : la crise de la démocratie représentative »

Jérôme Montès

*Études internationales*, vol. 32, n° 4, 2001, p. 773-782.

Pour citer ce document, utiliser l'adresse suivante :

<http://id.erudit.org/iderudit/704348ar>

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

---

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <http://www.erudit.org/apropos/utilisation.html>

---

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : [erudit@umontreal.ca](mailto:erudit@umontreal.ca)

# ESSAI

## Mouvements anti-mondialisation : la crise de la démocratie représentative

Jérôme MONTÈS\*

**RÉSUMÉ :** *L'irruption des mouvements anti-mondialisation sur la scène internationale, au cours des dernières années, constitue un angle d'approche original pour analyser la crise de la démocratie représentative. L'auteur commence par montrer en quoi la contestation anti-mondialiste représente une forme de démocratie participative. Il met ensuite en garde contre la dérive de cette démocratie participative vers une forme de démocratie réactive.*

**ABSTRACT :** *The raid of the anti-globalization movements on the international scene, during the last years, constitute an original angle of approach to analyze the crisis of the representative democracy. The author begins by showing in what the anti-internationalist contesting represents a shape of participative democracy. He warns then against the drift towards a shape of reactive democracy.*

« Si les citoyens dictaient leur volonté, ce ne serait plus un État représentatif, ce serait un État démocratique. Le peuple ne peut avoir qu'une voix, celle de la législature nationale ; le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants » (Sieyès).

Le décalage de plus en plus perceptible entre les gouvernants, censés représenter la nation<sup>1</sup>, et les citoyens, qui se sentent tenus à l'écart de la conduite des affaires du monde, témoigne de la crise de la démocratie représentative<sup>2</sup>. Dans l'arène internationale, l'importance prise, en quelques années, par les mouvements anti-mondialisation en constitue l'un des symptômes forts. Au-delà de quelques succès de librairies<sup>3</sup>, pourtant, les diagnostics approfondis sur l'état du patient sont rares et l'essentiel de la littérature existante sur le sujet reste le fait d'acteurs engagés dans la mouvance anti-mondialiste<sup>4</sup>. Les mouvements anti-mondialisation constituent donc un objet d'étude nouveau et attractif pour la recherche, comme l'illustre l'initiative de plusieurs universitaires de former un Groupe d'études et de recherche sur

\* Institut d'Études Politiques de Toulouse, France. Courriel : montes@caramail.com.

1. Emmanuel SIEYES, *Qu'est-ce que le Tiers-État ?*, Paris, PUF, 1982, 93 p.
2. Robert A. DAHL, « A Democratic Dilemma : System Effectiveness versus Citizen Participation », *Political Science Quarterly*, vol. 109, n° 1, printemps 1994, pp. 23-28.
3. Frédéric BEIGBEDER, *99 francs*, Paris, Grasset, 2000, 281 p. Naomie KLEIN, *No logo. La tyrannie des marques*, Paris, Actes sud, 2001, 573 p.
4. Susan GEORGE, *The Lugano Report*, Londres, Pluto Press, 1999, 223 p. Walden BELLO, Nicola BULLARD, Kamal MALHOTRA, *Global Finance. New Thinking on Regulating Speculative Markets*, Zed Books, 2000, 256 p. Viviane FORRESTER, *L'horreur économique*, Paris, Fayard, 1997, 215 p.

de plusieurs universitaires de former un Groupe d'études et de recherche sur les mondialisations (GERM). S'inscrivant dans la lignée des études sur les flux transnationaux<sup>5</sup>, le présent essai souligne l'importance acquise par les mouvements anti-mondialisation dans le jeu international. Il met aussi en garde contre la connivence d'intérêts entre ces mouvements pacifiques et certains groupuscules radicaux. Ainsi, à l'image des effets secondaires indésirables que peut provoquer une antibiothérapie, les violences qui émaillent les manifestations anti-mondialistes ont passablement terni leur image initiale. Forme séduisante de démocratie participative, les mouvements anti-mondialisation dérivent vers une forme inquiétante de démocratie réactive.

### I – Une forme séduisante de démocratie participative

Dans un monde où le pouvoir politique tend à être de plus en plus concentré entre les mains de quelques-uns, les mouvements anti-mondialisation représentent une forme séduisante de démocratie participative. Dès 1990, James Rosenau justifiait la multiplication d'actions collectives spontanées par « une centralisation de plus en plus poussée du pouvoir politique »<sup>6</sup>. Reconnaissables à leur capacité de mobilisation contestataire, les mouvements anti-mondialisation rejettent le modèle néo-libéral et dénoncent les pratiques oligarchiques d'exercice du pouvoir. Ils sont ainsi devenus les baromètres des revendications de l'opinion publique internationale et ont acquis une grande visibilité sur la scène internationale.

Ils participent activement à l'avènement d'une « société globale »<sup>7</sup> et sont devenus des acteurs influents de la politique internationale<sup>8</sup>. Regroupant des milliers de militants originaires de différents pays, ils représentent un courant de protestation mondiale dont l'ampleur n'est plus à démontrer. L'échec de l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI) en 1998, fut un de leurs premiers succès. En organisant des contre-manifestations en parallèle des grandes réunions économiques et politiques internationales, ils ont réussi à s'inviter à la table des grands décideurs internationaux et à capter l'attention des médias<sup>9</sup>.

5. Robert O. KEOHANE, Joseph S. NYE, *Transnational Relations and World Politics*, Cambridge, Harvard University Press, 1972. Susan STRANGE, *The Retreat of the State. The Diffusion of Power in the World Economy*, Cambridge, Cambridge University Press, 4<sup>e</sup> éd. 1999, 218 p. James N. ROSENAU, *International Politics and Foreign Policy: A Reader in Research and Theory*, New York, Free Press, 1969. Bertrand BADIE, Alain. PELLET (dir.), *Les relations internationales à l'épreuve de la science politique. Mélanges Marcel Merle*, Paris, Economica, 1993.

6. James N. ROSENAU, *Turbulence in World Politics: A Theory of Change and Continuity*, Princeton, Princeton University Press, 1990, p. 378. James N. ROSENAU, « Les processus de la mondialisation : retombées significatives, échanges impalpables et symbolique subtile », *Études internationales*, vol. XXIV, n° 3, septembre 1993, pp. 497-512.

7. Martin SHAW, *Global Society and International Relations*, Cambridge, Polity Press, 1994, p. 3.

8. Josepha LAROCHE, *Politique internationale*, Paris, LGDJ, 2<sup>e</sup> éd. 2000, 557 p.

9. Lors de la réunion de la Banque mondiale à Prague le 23 septembre 2000, par exemple, le président Havel a organisé une entrevue entre les représentants des mouvements anti-mondialisation et des institutions financières internationales.

mouvement ses lettres de noblesse. La mobilisation de plus de 50 000 militants a réussi à mettre en échec la réunion de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Elle a surtout mis en lumière le décalage croissant entre la montée en puissance des mouvements citoyens et l'aveuglement des dirigeants politiques. Depuis, le fossé n'a cessé de se creuser entre les chefs d'État et de gouvernements, emmurés dans leur Tour d'ivoire, et la société civile encadrée par les forces de police. Le caractère solennel des sommets contribue à donner une image toujours plus arrogante de responsables politiques peu enclins à tendre l'oreille en direction de mouvements sociaux qui ne tirent pas leur légitimité des urnes.

Le côté séduisant de cette forme de démocratie participative tient, comme le soulignait Joseph S. Nye, au déficit démocratique qui accompagne la mondialisation<sup>10</sup>. Lors du contre-sommet de Gênes, en juillet 2001, le Premier ministre français s'était d'ailleurs « réjoui » de l'émergence planétaire d'un mouvement citoyen<sup>11</sup>. Et le président de la République française de déclarer : « Cent vingt mille ou cent cinquante mille personnes ne se dérangent pas s'il n'y a pas quelque chose qui leur a mobilisé le cœur et l'esprit. On peut le comprendre et, dans tous les cas, on doit le prendre en compte ». Les mouvements anti-mondialisation, en effet, constituent un formidable point de rencontre plurinational et multiculturel entre des syndicats, des intellectuels, des écologistes ou des groupes sociaux et ethniques marginalisés. Le choix de Porto Alegre pour célébrer, en janvier 2001, un forum social mondial en parallèle du forum économique mondial de Davos, fait à cet égard figure de symbole. Cette ville brésilienne, qui a accueilli près d'un millier d'ONG, était connue pour être gérée avec un budget participatif. Dans cette ville, dirigée depuis douze ans par une coalition de gauche, ce sont les citoyens qui décident eux-même, par quartier, de l'emploi des crédits municipaux et qui suivent l'évolution des engagements financiers.

Permettant de contacter un nombre important de personnes en un temps record, Internet est apparu comme un formidable instrument de cette démocratie participative<sup>12</sup>. Ainsi, Susan George reconnaissait que sans ces nouvelles technologies : « Jamais on n'aurait réussi à réunir les forces de luttes sociales du monde entier comme on le fait actuellement. Il y a un nombre de jeunes gens qui semblent se considérer citoyens du monde »<sup>13</sup>. Parmi les sites de la toile les plus visités par les anti-mondialistes, il y a les réseaux d'information indépendants *Independent Media Center* et *Nodo50*<sup>14</sup>. Ce dernier est étroitement lié au *Worldwatch Institute*, chargé de surveiller les actions politiques et économiques mondiales et dont le contenu est très largement dédié aux

10. Joseph S. NYE, "Take Globalization Protests Seriously", *International Herald Tribune*, 25 novembre 2001.

11. Voir A. CHEMIN, « Antimondialisation : la méfiance de Lionel Jospin », *Le Monde*, 24 juillet 2001.

12. Jeremy RIFKIN, *L'Âge de l'accès. La révolution de la nouvelle économie*, Paris, La Découverte, 2000.

13. Susan GEORGE, "El discurso del Banco Mundial para reducir la pobreza es puro marketing", *El País*, 25 juin 2001.

14. Voir <<http://uk.indymedia.org>> et <<http://www.nodo50.org>>.

économiques mondiales et dont le contenu est très largement dédié aux questions écologiques<sup>15</sup>. Créé en novembre 1999 à l'occasion du sommet de Seattle, l'*Independant Media Center* est géré par des bénévoles présents dans une vingtaine de pays dont la devise est « *Don't hate the media, become the media* »<sup>16</sup>. Le site donne les informations brutes envoyées par les manifestants présents à chaque rassemblement anti-mondialisation. Les mouvements anti-mondialisation utilisent, aussi, de nombreuses listes de diffusion électroniques et des groupes de discussion à travers lesquels les militants échangent leurs informations. Susan George explique en grande partie la mise en échec de l'OMC à Seattle en 1999 par le recours à ces techniques<sup>17</sup>. Lors de chaque contre-manifestation, désormais, les anti-mondialistes créent des sites spécialisés comme celui mis en place, en juillet 2001, pour le sommet du G8 à Gênes<sup>18</sup>.

Le discours des mouvements anti-mondialisation constitue un autre aspect important de leur séduction. Il n'est pas sans rappeler celui sur « la société monde », « le filet global » ou « l'espace public mondial »<sup>19</sup>. Leurs préoccupations idéalistes visant à apaiser les maux engendrés par la mondialisation de l'économie capitaliste trouvent facilement un écho favorable<sup>20</sup>. De multiples campagnes ont ainsi été organisées en faveur de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres, ou pour réformer la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI). Ainsi, en février 2000, une centaine d'ONG se sont réunies à Bangkok pour protester contre la politique du développement et du commerce des Nations Unies. Les partisans anti-mondialisation exigent une société plus juste, le contrôle du pouvoir sans limites des multinationales, la démocratisation des institutions économiques mondiales et une répartition plus équitable des richesses. L'annulation de la dette externe constitue une exigence d'autant plus fondamentale qu'elle sert de ciment au mouvement.

Les principales cibles désignées sont les multinationales et les grandes institutions économiques et politiques mondiales. Les anti-mondialistes reprochent à des entreprises comme Nike l'exploitation des travailleurs du tiers-monde, généralement des femmes et des enfants. La destruction des symboles du capitalisme est particulièrement prisée par les plus radicaux. Aussi, le 30 juin 2000, plus de 15 000 personnes se sont rassemblées devant le palais de justice de Millau pour manifester leur soutien au porte-parole de la Confédération paysanne, José Bové, jugé pour le saccage d'un restaurant

15. Voir <<http://www.worldwatch.org>>.

16. « Ne haïssez pas les médias, devenez les médias ». En France, le site Indymedia est géré par 5 personnes seulement.

17. Susan GEORGE, « Comment l'OMC fut mise en échec », *Le Monde diplomatique*, janvier 2000, pp. 4-5.

18. Voir <<http://www.genoa-g8.org>>.

19. John BURTON, *World Society*, Cambridge, Cambridge University Press, 1972. George MODELSKI, *Principles of World Politics*, New York, Free Press, 1974. Jürgen HABERMAS, *Après l'État-nation. Une nouvelle constellation politique*, Paris, Fayard, 2000.

20. Luc BOLTANSKI, Eve CHIAPELLO, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

Mc Donald's<sup>21</sup>. La diatribe des anti-mondialistes vise, aussi, la Banque mondiale et le FMI accusées de porter une importante part de responsabilité dans la ruine de nombreux pays. En contrepartie de crédits massifs, ces institutions financières ont exigé la restructuration des économies locales au prix, bien souvent, de conséquences sociales délétères. Les mouvements anti-mondialisation reprochent, par exemple au FMI d'avoir été le complice, notamment en Russie, des rapines de profiteurs pleins d'entregent. Financées par de l'argent public, les institutions monétaires internationales sont accusées d'être au service quasiment exclusif d'intérêts privés. Les groupes anti-mondialisation préconisent donc une réforme, en profondeur, du fonctionnement de ces institutions datant des accords de Bretton Woods de 1944. Les plus radicaux exigent même leur disparition pure et simple.

La dernière facette de cette forme de démocratie participative réside dans l'absence de dirigeant officiel et le rejet de toute hiérarchie. Ainsi, les mouvements anti-mondialisation prennent leurs décisions en assemblées dans lesquelles personne n'a le monopole de la parole ni ne dispose d'un mandat représentatif. Certains intellectuels et activistes servent, toutefois, de référents. Les Français, en particulier, occupent le devant de la scène médiatique. Ainsi, avant de dénoncer la « mal bouffe », le charismatique José Bové s'était déjà illustré en 1990 et 1995 en protestant, aux côtés de Greenpeace, contre les essais nucléaires français dans le Pacifique. Directeur du *Monde diplomatique*, Ignacio Ramonet est aussi une personnalité incontournable du mouvement anti-mondialisation. Fondateur de l'Association pour la taxation des transactions financières pour l'aide aux citoyens (ATTAC), c'est un admirateur du sous-commandant Marcos et l'un des artisans du forum de Porto Alegre. Bernard Cassen, président d'ATTAC-France et journaliste au *Monde diplomatique*, est une autre figure emblématique de la lutte anti-mondialisation. Il a notamment été l'un des promoteurs du forum social de Porto Alegre qu'il a lui-même défini comme le premier pas d'un mouvement historique. Citoyenne américaine naturalisée française, Susan George est présidente de l'Observatoire de la mondialisation et vice-présidente d'ATTAC-France. Philosophe et docteur en science politique, elle est l'une des premières militantes à s'être mobilisée contre l'AMI et en faveur de la démocratisation de l'Organisation mondiale du travail.

Parmi les étrangers, comment ne pas citer le sous-commandant Marcos. Guide de l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN), il s'est attiré la sympathie de la communauté internationale en prenant fait et cause pour les dix millions d'Indiens des Chiapas. Sa marche triomphale sur Mexico, en mars 2001, a été perçue comme un vif encouragement pour le mouvement anti-mondialisation<sup>22</sup>. Marcos est un des premiers à avoir pris conscience que les marchés financiers et

21. Le leader syndical français sera condamné à un an de prison ferme.

22. Depuis la conquête espagnole, et même après la révolution de 1911, les populations indigènes ont été sacrifiées sur l'autel du profit des grands propriétaires terriens. Marcos était d'ailleurs accompagné de personnalités venues du monde entier parmi lesquelles le prix Nobel José Saramago, le syndicaliste José Bové, le cinéaste Oliver Stone, l'écrivain Manuel Vázquez Montalbán...

les logiques libre-échangistes pilotaient désormais le destin des États. L'EZLN s'est en effet insurgé le 1<sup>er</sup> janvier 1994, jour de l'entrée en vigueur de l'Accord de libre-échange nord américain (ALENA). Marcos dénonce « un monde transformé en grande entreprise et administré par un conseil d'administration constitué par le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE, l'OMC et le président des États-Unis. (...) La « quatrième guerre mondiale » oppose les partisans de la globalisation à tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, lui font obstacle (...) Les critères du marché éliminent donc toute une partie de l'humanité qui se révélerait non rentable. Et cela concerne tous les indigènes d'Amérique latine »<sup>23</sup>. Ralph Nader est une autre figure de proue du mouvement anti-mondialisation. Son discours sur le pouvoir des multinationales, l'écologie et les droits des travailleurs, lui a permis d'obtenir le soutien inespéré d'une large partie de l'opinion publique américaine dans la course à la Maison-Blanche en décembre 2000. D'autres personnes, originaires de différents pays, prennent également une part active dans l'affirmation du mouvement anti-mondialisation<sup>24</sup>.

Cependant, derrière le paravent de la démocratie participative, les mouvements anti-mondialisation dissimulent un visage plus inquiétant. Le discours sur l'utilisation d'Internet comme un instrument de démocratisation masque une réalité beaucoup moins idéale. D'après le dernier rapport du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), en effet, 88 % des internautes vivent dans des pays industrialisés qui, ensemble, représentent à peine 17 % de la population mondiale<sup>25</sup>. Si dans le monde 2,4 % de personnes ont accès à Internet, elles ne sont que 0,8 % en Amérique latine et aux Caraïbes, 0,1 % en Afrique subsaharienne et 0,04 % en Asie du Sud. Et le rapport de conclure : « les personnes qui sont « branchées » au sens premier du terme disposent d'un avantage écrasant sur les pauvres qui n'ont pas accès à ces moyens et qui, par conséquent, ne peuvent pas faire entendre leurs voix dans le concert mondial (...). Les réseaux mondiaux relient ceux qui en ont les moyens, et, silencieusement, presque imperceptiblement, excluent tous les autres ». Par ailleurs, comme tout progrès technique, Internet présente un certain nombre d'effets pervers. Par ce moyen de communication, les mouvements anti-mondialisation bénéficient d'un espace d'expression illimité

23. MARCOS, *Desde las montañas del Sureste mexicano*, Mexico, Plaza y Janés, 1999.

24. Hazle Henderson (experte du développement durable), Diane Matte (membre de la Marche mondiale des femmes et experte de l'impact de la mondialisation sur la population), Oder Grajev (coordinateur de l'association brésilienne des entreprises citoyennes CIVIS et président de l'Institut des entreprises à responsabilité sociale ETHOS), Trevor Wanek (Sud-africain membre du centre de développement et d'information pour l'annulation de la dette), Rafael Alegria (représentant au Honduras du mouvement international des paysans sans terres), Sandra Cabral (directrice de la CUT, première centrale syndicale au Brésil et 5<sup>e</sup> au monde, elle représente 20 millions de travailleurs), Hebe de Bonafini (présidente de l'association argentine *Madres de la Plaza de Mayo*), Njoki Njehu (présidente de l'ONG américaine *50 years is enough* partisane de la réforme de la Banque mondiale et du FMI).

25. PNUD, *Rapport mondial sur le développement humain*, Paris/Bruxelles, De Boeck Université, 2000.

et difficilement contrôlable. Il peut donc devenir une arme redoutable dès lors qu'il tombe entre les mains de quelques radicaux. Sous la pression de ceux-ci, les mouvements anti-mondialisation semblent glisser d'une forme de démocratie participative à une forme réactive.

## II – Une forme inquiétante de démocratie réactive

Les mouvements anti-mondialisation sont moins des forces de propositions que des acteurs réactifs aux décisions de ceux qui « gouvernent » le monde. L'agenda des contre-manifestations, par exemple, est fixé en fonction de celui établi par les grandes instances internationales. La véritable inquiétude, toutefois, ne vient pas tant de ce glissement sémantique que du caractère violent que peut prendre cette forme de démocratie réactive. Les manifestations anti-mondialisation, en effet, n'échappent plus à un rituel de la violence qui commence à diviser le mouvement. Le message des manifestants pacifiques est souvent noyé dans le tumulte causé par une minorité de radicaux.

À chaque sommet, de jeunes casseurs surgissent en marge des défilés pacifistes, pour en découdre avec la police et briser les vitrines des grandes enseignes, symboles du capitalisme. Ce courant, baptisé *Black Blocs* en raison des cagoules noires derrière lesquelles les manifestants dissimulent leur visage, revendique l'usage de la violence. Ainsi, en avril 2000 à Washington, 10 000 policiers ont dû être déployés pour contenir quelque 30 000 activistes cherchant à saboter la réunion de la Banque mondiale et du FMI dans la capitale américaine. Un premier signal d'alarme a été tiré au sommet européen de Göteborg, en juin 2001, où la police suédoise – mal préparée et en sous-effectifs – a tiré à balles réelles sur les manifestants, blessant grièvement trois d'entre eux. Ces débordements mal maîtrisés ont d'ailleurs conduit à l'annulation de la conférence que la Banque mondiale devait organiser à Barcelone du 25 au 27 juin 2001.

Pour limiter les risques de débordement, les États ont tendance à se métamorphoser en forteresses. Plusieurs gouvernements européens, notamment, ont eu recours à la clause permettant le rétablissement des contrôles aux frontières intérieures de l'espace Schengen. Cette option, par exemple, a été retenue lors du forum économique mondial de Salzbourg et du sommet du G8 à Gênes en juillet 2001. La mesure n'a toutefois pas permis d'empêcher l'affrontement d'un millier de personnes avec la police autrichienne. À Gênes, les autorités italiennes n'ont pas hésité à instaurer une « zone rouge », quadrillée par les forces de l'ordre et interdite à tout rassemblement, dans le centre historique de la ville. Ces mesures n'ont pu, cependant, bâillonner les 200 000 personnes venues protester dans les rues de la capitale ligure. Elles n'ont pu empêcher, non plus, qu'un militant italien soit tué de deux balles dans la tête par un carabinier et que plusieurs actes de brutalité policière entachent le sommet. L'opposition parlementaire italienne a même déposé une motion de défiance contre le ministre de l'Intérieur, Claudio Scajola. Une information judiciaire a d'ailleurs été ouverte par le parquet de Gênes pour

établir les responsabilités des violents incidents qui ont émaillé la perquisition des locaux mis à disposition des anti-mondialistes. Après l'intervention du président Ciampi, une mission d'information parlementaire a également été mise en place pour enquêter sur ces violences.

Même si elle reste minoritaire, la frange dure de la contestation semble prendre de l'ampleur dans tous les pays. Aux États-Unis, le réseau informel *Direct Action Network* (DAN) regroupe, depuis le sommet de Seattle, les groupes les plus radicaux. Avant chaque sommet, leurs membres se réunissent dans des camps d'entraînement situés en Californie (*Ruckus Society*) et à Philadelphie (*Training for Change*). En Europe, les écologistes radicaux anglais de *Reclaim the Streets* constitue un des groupes les plus actifs. Fondé en 1995 par des dissidents de Greenpeace, ce groupe d'extrême-gauche s'est notamment illustré en juin 1999 en paralysant, pendant plusieurs heures le quartier de la City. Présent à Prague, en septembre 2000 et à Nice, en décembre 2000, ce groupe dispose de comités très actifs à New York et Sidney. Fondé en 1994, le mouvement des « invisibles » – appelé aussi *Tute Bianchi* – constitue la frange dure des anti-mondialistes italiens. Il réunit près de 10 000 militants très organisés, qui vivent dans des centres sociaux autogérés. En Allemagne, les groupes radicaux sont constitués par les autonomes des squats de Berlin, les antifascistes d'AFA et les mouvements pro-immigrés de *The Voice* et de *No one is illegal*.

En Espagne, le Mouvement de résistance globale, créé à Barcelone après la conférence de Genève, fédère des comités de soutien aux zapatistes de *Ya Basta*, des militants anti-dette et des sans domiciles fixes. Ils sont à l'origine, notamment, de l'annulation de la conférence de la Banque mondiale qui devait avoir lieu dans la capitale catalane en juin 2001. Difficile de parler de l'Espagne sans évoquer les jeunes radicaux basques d'*Haika* qui se sont retrouvés en première ligne lors du sommet européen de Nice en décembre 2000. Né de la fusion, en avril 2000, du mouvement espagnol *Jarraï* et de son homologue français *Gazteriak*, *Haika* compte environ 3 000 militants. L'organisation orchestre des campagnes de harcèlements qui se manifestent par des déprédations, des incendies criminels, des destructions de véhicules, voire des agressions physiques. *Haika* serait responsable en France de 34 actions violentes pour la seule année 2000, soit 36 % de plus qu'en 1999<sup>27</sup>. De violents affrontements ont notamment opposé ces jeunes indépendantistes aux forces de l'ordre lors du sommet européen de Biarritz, en 2000. Le plus inquiétant c'est que ce mouvement de jeunesse constitue un vivier pour les terroristes basques de l'ETA. Ainsi, le directeur général de la police espagnole déclarait en 2001 : « *Haika* est l'organisation juvénile de l'ETA. D'abord ils lancent des pierres, ensuite des cocktails Molotov, puis ils prennent un pistolet ou ils font sauter une voiture piégée (...). Des terroristes très importants sont sortis de cette organisation. C'est un vivier, un réseau de gens qui finalement se consacrent à tuer »<sup>28</sup>. Un rapport de la police

26 J. CHICHIZOLA, « Terrorisme basque : la contagion française », *Le Figaro*, 5 mars 2001, p. 13.

27. Voir « Quinze responsables de l'organisation de jeunesse indépendantiste basque radicale *Haika* ont été arrêtés dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 mars, au Pays basque et en Navarre », *Le Monde*, 6 mars 2001.

espagnole, rendu public le 10 mars 2001, corroborait que 25 des 27 personnes interpellées par les autorités espagnoles en 2000 pour des actes de terrorisme, avaient appartenu à *Haika*. Le 10 mai 2001, le célèbre juge espagnol Baltasar Garzón déclarait l'illégalité d'*Haika*, qu'il qualifiait « d'appendice » et de « pépinière » de l'organisation séparatiste basque. Un ancien membre de *Jarraï*, Igor Martinez, a notamment été identifié comme l'un des chauffeurs des véhicules chargés d'explosifs destinés à sauter en plein Madrid, la veille de Noël 1999<sup>28</sup>. Le dirigeant actuel de la branche française d'*Haika*, Egoitz Urritkoexea, est d'ailleurs le fils de l'ancien dirigeant de l'ETA José Antonio Urritkoexea Bengoetxea dit Josu Ternera.

Outre *Haika*, en France, un des groupes les plus violents porte le nom évocateur d'Apprentis agitateurs pour un réseau de résistance globale (AARRG). Fondé en janvier 2001 dans la mouvance d'ATTAC, il s'inspire des *Tute Bianchi* italiens. Ils ont constitué avec les anti-Le Pen du Scalpe, les activistes de *No pasaran*, des anarchistes, des jeunes de Sud et des Trotskistes, un mouvement contre le G8 baptisé *Vamos*.

Conscients du risque de voir leurs revendications dépréciées et étouffées par les débordements d'une minorité, certains mouvements anti-mondialisation ont vivement réagi à la violence des plus radicaux d'entre eux. Après les incidents graves de Göteborg, les écologistes des amis de la terre se sont plaints de voir leur action discréditée par quelques casseurs. Pour la première fois, les responsables d'ATTAC France se sont publiquement désolidarisés de ces groupes de « provocateurs », dénigrés en ces termes par Susan George : « Ceux qui pensent que casser des vitrines ou du flic menacera le capitalisme n'ont aucune pensée politique »<sup>29</sup>. Quelques organisations, comme les Amis de la Terre et *Drop the Debt* ont refusé de participer au forum social de Gênes. Une soixantaine d'associations catholiques italiennes ont également pris leurs distances.

Les accès de violence, cependant, risquent de faire exploser le mouvement. Les contestataires les plus radicaux risquent à tout moment de basculer dans le terrorisme. L'attentat à la lettre piégée qui a sérieusement blessé un carabinier lors du sommet de Gênes laisse un avant goût amer de ce qui risque de sonner le glas d'un mouvement fondé à l'origine sur des préoccupations idéalistes. Espérons que l'expérience des groupes d'extrême-gauche dans les années soixante et soixante-dix en France et en Italie dissuade les mouvements anti-mondialisation contemporains de toute évolution vers des formes plus extrêmes de lutte<sup>31</sup>.

28. L'ancien porte-parole de *Jarraï*, David Pla, est également soupçonné d'avoir préparé un attentat contre le maire de Saragosse en 1999.

29. Voir A. BOUILHET, « La nébuleuse des casseurs anti-mondialistes », *Le Figaro*, 17 juillet 2001, p. 2.

30. Isabelle SOMMIER, *La violence politique et son deuil. L'après-68 en France et en Italie*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1998, 252 p.

## Conclusion

L'irruption des mouvements anti-mondialisation sur les devants de la scène internationale nous invite à repenser les relations internationales. De par leur simple existence, ils contribuent à éroder le rôle central de l'acteur étatique sur la scène internationale<sup>31</sup>. Les « nouvelles relations internationales », sans échapper totalement au contrôle des États, sont désormais, aussi, le fait de groupes de pression transnationaux<sup>32</sup>. Pour la première fois depuis près de deux siècles, le monde est dépourvu d'un véritable système de régulation internationale<sup>33</sup>. Il est impensable, aujourd'hui, que quelques États, aussi puissants soient-ils, se réunissent en conciliabule pour esquisser les linéaments d'un « nouvel ordre mondial » selon les assises diplomatiques du passé. Il ne s'agit pas de faire table rase du passé, mais de s'émanciper des cadres d'analyse anciens et d'imaginer de nouveaux modèles explicatifs. La notion de gouvernance s'est d'ailleurs imposée dans la théorie des relations internationales en véhiculant l'idée que les États n'ont pas le monopole de la régulation internationale et évoluent dans « un monde d'acteurs interdépendants »<sup>34</sup>. Toute la difficulté vient du fait que l'on est subitement passé d'un système de rapports de pouvoir centralisé et hiérarchisé à une nébuleuse de réseaux<sup>35</sup>. Comme l'écrivait un politiste américain au lendemain de l'implosion du système bipolaire : « les préoccupations centrales de la nouvelle science politique devraient porter sur le développement de concepts, de théories, de politiques et d'institutions qui transcendent le gouvernement et l'État national afin de pouvoir traiter et étudier les crises et problèmes mondiaux »<sup>36</sup>.

31. Bertrand BADIE, Marie-Claude SMOUTS, *Le retournement du monde. Sociologie de la scène internationale*, Paris, Presses de Sciences Po/Dalloz, 3<sup>e</sup> éd. 1999, 238 p.

32. Marie-Claude SMOUTS, *Les nouvelles relations internationales. Pratiques et théories*, Paris, Presses de Sciences Po, 1998, 409 p.

33. Eric HOBBSBAWN, *Age of Extremes. The Short Twentieth Century, 1914-1991*, Londres, Michael Joseph, 1994, p. 559.

34. Oran R. YOUNG, *International Governance. Protecting the Environment in a Stateless Society*, Ithaca, Cornell University Press, 1994, p. 7.

35. James N. ROSENAU, "Governance, Order, and Change in world Politics", in James N. ROSENAU, E. O. CZEMPIEL, *Governance Without Government : Order and Change in World Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 5<sup>e</sup> éd. 2000, p. 3-4.

36. W. BOYER, « Political Science and The 21st Century: From Government to Governance », *Political Science and Politics*, vol. XXIII, n° 1, mars 1990, p. 53.